

Le prix minimum par unité d'alcool pour réduire les dommages liés à l'alcool

Une mesure efficace et économique

Le prix minimum par unité d'alcool instaure un prix en dessous duquel une unité d'alcool ne peut être vendue, indépendamment du type d'alcool. Les économistes s'accordent sur l'efficacité d'un prix de 60 centimes pour 10g d'alcool pur, hors inflation. N'étant pas une taxe supplémentaire, le prix minimum par unité d'alcool aura un effet sur les alcools les moins chers qui sont pour la grande majorité des vins importés en vrac issus d'autres pays producteurs.

Cette mesure doit être soutenue par une politique globale de réduction des risques et des dommages liés à l'alcool. Ses effets seraient multiples :

- Le prix minimum par unité d'alcool mettrait fin aux alcools à prix cassés, les plus consommés par les consommateurs excessifs.
- Les consommateurs excessifs diminueraient leur consommation d'alcool.
- Il y aurait une diminution de la mortalité par cancer et une amélioration de l'espérance de vie en bonne santé.
- Les dépenses de santé seraient amoindries
- Les profits des alcooliers augmenteraient.

Prix de l'alcool, où en sommes-nous ?

L'abus d'alcool est une partie intégrante du modèle économique de l'industrie

Selon Santé Publique France, 30% des adultes de 18 à 75 ans consomment 90% de l'alcool vendu en France. 8% en consomment la moitié. **Ces données suggèrent que le chiffre d'affaires actuel de l'industrie de l'alcool repose essentiellement sur la consommation excessive.**

Ce modèle économique n'est pas compatible avec les objectifs de santé publique en matière de lutte contre les cancers et contre les maladies non-transmissibles, dont le risque de survenue est corrélé à toute consommation, même faible, même si l'incidence des maladies augmente avec la quantité et la fréquence de consommation¹. Pour rappel, voici l'équivalent d'une unité d'alcool :

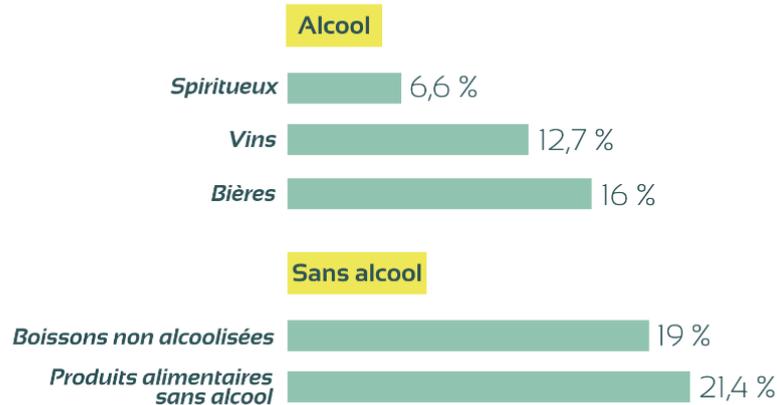


¹ Global burden of cancer in 2020 attributable to alcohol consumption: a population-based study, Harriet Rungay and al, Juillet 2021



En parallèle, nous constatons que le prix des alcools n'augmente pas au même rythme que les autres denrées alimentaires :

AUGMENTATION DES PRIX ENTRE JUIN 2021 ET JUIN 2023 (Insee)



Le prix minimum, une solution simple face à une fiscalité illisible

La fiscalité actuelle sur les alcools ne répond à aucune logique économique et de santé publique selon la Cour des Comptes. On peut considérer que sa complexité, construite au fil des décennies, traduit davantage le poids des différents groupes d'intérêts qu'une logique de santé publique².

Par ailleurs, cette incohérence nuit à la compréhension du citoyen, qui fait face à des informations diverses et divergentes sur les taxes dans une période où le consentement à l'impôt est fragilisé. Une réforme du prix de l'alcool, avec un prix minimum par unité d'alcool, constituera une mesure plus lisible pour le consommateur, donc plus facilement débattue.

Le consommateur verra simplement que l'alcool, qui n'est pas un produit anodin pour la santé, ne pourra plus être mis en vente à prix cassés car le prix a une influence importante sur les comportements des consommateurs, notamment les jeunes et les consommateurs excessifs.

La consommation élevée d'alcool légitime le prix à l'unité

22% des Français dépassent les repères de consommation à moindre risque selon Santé publique France, et la France est le 8^e pays le plus consommateur d'alcool au sein de l'OCDE.

Dès lors, il convient d'adopter une politique de prix qui permet de protéger la santé de la population et de réduire les dépenses de santé de l'Etat, tout en assurant une viabilité économique pour le secteur de l'alcool.

² Voir les rapports de l'Observatoire des pratiques des lobbies de l'alcool d'Addictions France



Les effets du prix minimum par unité d'alcool

Effets bénéfiques sur la santé des populations

La mise en place du prix minimum par unité d'alcool aura surtout **une incidence sur les consommateurs excessifs d'alcool**. C'est le constat dressé dans les pays ayant adopté une politique de prix minimum par unité d'alcool. Si en Ecosse comme aux Pays de Galles, la vente d'alcool a chuté d'environ 7-8% au global suite à la mise en œuvre du « Minimum unit price », ce sont principalement les consommateurs les plus à risques qui ont réduit de la consommation d'alcool.

Ainsi, deux ans après l'adoption du « MUP » écossais, une réduction de 13,4% du nombre de décès directement liés à la consommation d'alcool a été constatée. **Ces gains en santé s'expliquent par la diminution des ventes d'alcool et la réduction de la consommation des gros consommateurs d'alcool.**

En France, une politique de prix minimum réduirait la mortalité par cancer attribuable à la consommation d'alcool de 22%. L'OCDE confirme aussi des gains en matière d'espérance de vie en bonne santé.

Soulignons que la mesure ne s'inscrit pas dans une logique de diminution drastique de la consommation d'alcool au sein de la population.

Selon une étude menée en Angleterre, le prix minimum par unité d'alcool impacte peu la consommation des personnes qui respectent les repères de consommation à moindres risques anglais (seuil de 14 verres par semaine). On estime que celles-ci diminueraient seulement leur consommation de 21 g d'éthanol par an, l'équivalent de 2 verres de vin.

Effets bénéfiques pour les dépenses de santé

Une amélioration de la santé des populations se traduit, sur le long-terme notamment, à des économies réalisées par les finances publiques sur les dépenses en santé alors que le coût social de l'alcool s'élève à 102 milliards d'euros par an, dont plus de 3 milliards de coûts directs pour les finances publiques.

En France, une politique de prix minimum réduirait la mortalité par cancer attribuable à la consommation d'alcool de 22% selon la Mildeca. L'instauration de ce prix minimum permettrait, selon l'OCDE, de réaliser des économies sur les dépenses en santé : les coûts liés à la perte de productivité étant inclus dans le calcul du coût social de l'alcool, l'OCDE a modélisé l'impact d'une telle mesure sur l'absentéisme au travail, le présentéisme, le départ en préretraite, et le chômage.

237 millions€/an

C'est ce que les Français économiseraient à l'horizon 2050 avec la réduction des dépenses de santé.

9€/an

C'est ce que chaque Français gagnerait grâce au prix minimum d'après l'OCDE.



Effets bénéfiques sur le secteur de l'alcool

Même si la consommation globale d'alcool des ménages sera réduite, **les recettes des alcooliers ne seront pas affectées par l'instauration du prix minimum par unité d'alcool** parce que la baisse des consommations en volume sera compensée par l'augmentation des marges. En effet, le prix des alcools va augmenter sans création d'une nouvelle taxe. De fait, aucune bouteille ne pourrait être vendue à prix inférieur à 4.20€. Rien ne montre non plus que les achats transfrontaliers augmenteraient.

Les producteurs d'alcool bénéficieront de cette politique, notamment les indépendants et les petits producteurs. Seuls les grands industriels des vins tranquilles et d'entrée de gamme verraient leurs bénéfices diminuer.

En moyenne, l'augmentation sera de :

- 48,8 % pour les vins tranquilles
- 11,5 % pour les bières
- 11,2 % pour les apéritifs
- 6,9 % pour les alcools de plus de 18°
- 6,3 % pour les vins pétillants

Il s'agit d'estimations moyennes qui ne reflètent pas l'évolution des prix de tous les produits car certaines gammes seront plus impactées que d'autres.

Les vins d'entrée de gamme subiront les hausses des prix, alors que les vins de qualité et les spiritueux ne seront pas concernés.

En effet, les produits fabriqués de manière industrielle ont un coût de production plus faible que les produits de luxe ou artisanaux, ce qui se répercute sur le prix de vente au consommateur. Ainsi, le prix d'un litre de bière Heineken est bien plus faible que le prix d'un litre de bière artisanale. De la même manière, les vins du groupe industriel Castel sont le plus souvent vendus à un prix inférieur aux vins issus de productions milieu et haut de gamme.

Les alcools dont les prix de vente sont aujourd'hui supérieurs au prix minimum par unité d'alcool ne seront pas impactés. A titre d'exemple, avec un prix minimum de 60 cts par unité d'alcool, une bouteille de vin à 12° serait vendue à 4.20 € minimum hors inflation.



**Di'vin Mix rosé*
pamplemousse
BABV****

8 % Vol.

n°6997

Du mer 26/07 au mar 01/08

-17%

~~1.99~~
1.65
75 cl.
1 L = 2,20 €

*Promotion pour du rosé
Pamplemousse Di'vin*



Prix minimum : les propositions d'Addictions France

1. Instaurer un prix minimum par unité d'alcool

Cette mesure doit permettre de limiter les consommations à risque et compléter l'effet des taxes actuelles insuffisantes.

- Définir un prix minimum par gramme d'alcool pur pour toutes les boissons alcoolisées, quelle que soit leur catégorie (vin, bière, spiritueux) à 60 cts par unité d'alcool.
- Coupler le prix minimum à une taxation progressive :
 - Plus le degré d'alcool est élevé, plus la taxe est importante.
 - Fixer un calendrier de montée en charge sur 3 à 5 ans pour laisser le temps d'adaptation aux marchés.
 - Prévoir une évaluation indépendante régulière de l'efficacité de la mesure (impact sur la consommation, sur la santé publique et sur les revenus économiques).

2. Garantir la transparence économique et protéger les producteurs

Il s'agit d'éviter que les distributeurs ne s'approprient les hausses de prix et de protéger les producteurs, notamment les petits exploitants et viticulteurs, contre les pressions commerciales.

- Mandater l'Observatoire de la fixation des prix et des marges pour :
 - Contrôler la répartition des marges tout au long de la chaîne de valeur (producteurs, distributeurs, détaillants).
 - Publier annuellement des rapports de transparence sur les marges appliquées aux boissons alcoolisées.
- Fixer un prix plancher d'achat aux producteurs :
 - Garantir un revenu minimum par litre d'alcool vendu pour les producteurs, inspiré du modèle voté pour les agriculteurs en avril 2024.
 - Renforcer le pouvoir de négociation des producteurs dans les contrats commerciaux.
- Limiter les pratiques commerciales déloyales :
 - Interdire les promotions abusives sur l'alcool (type "2 bouteilles achetées = 1 offerte").
 - Encadrer les ventes à perte dans les enseignes de grande distribution.

L'adoption d'une politique de prix, couplée à une politique fiscale cohérente, doit s'accompagner de mesures visant à créer un environnement protecteur (limiter la publicité, faire respecter l'interdiction de vente aux mineurs) et de campagne de prévention pour changer durablement les comportements.

Les propositions présentées ci-dessus tiennent compte de différentes études portant sur les effets des politiques de prix de l'alcool :

- Cour des Comptes, « Les politiques de lutte contre les consommations nocives d'alcool », 2016
- Fabrice Etilé pour l'INCA et la Mildeca, « Effets économiques et épidémiologiques de politiques de prix des boissons alcoolisées », 2022
- OCDE, « Rapport final sur le modèle international de simulation des politiques de lutte contre la consommation nocive d'alcool »
- OMS Europe, « The potential value of minimum pricing for protecting lives », 2022. Ce document est une méta-analyse qui reprend des études menées dans les pays ayant mis en place le « MUP » et les données officielles de différentes agences de santé publique en Europe.